

Qui prend en charge les examens médicaux obligatoires au Luxembourg ?

Réponse courte

La prise en charge des examens médicaux obligatoires incombe exclusivement à l'employeur luxembourgeois. Celui-ci doit organiser et financer l'ensemble des démarches, y compris les frais de déplacement éventuels du salarié pour se rendre à la visite médicale. **Aucun coût ne peut être mis à la charge du salarié**, que ce soit directement ou indirectement. Le temps consacré à l'examen médical est considéré comme temps de travail effectif et doit être rémunéré comme tel. L'employeur doit faire appel au service de santé au travail compétent selon son secteur d'activité : **Service de santé au travail multisectoriel (STM)**, **Association pour la santé au travail du secteur financier (ASTF)**, ou son service de santé au travail d'entreprise s'il en dispose. Les frais sont inclus dans les cotisations versées par l'employeur au service de santé au travail.

Définition

Les examens médicaux obligatoires désignent les visites médicales imposées par la législation luxembourgeoise dans le cadre de la relation de travail. Ils concernent principalement la **visite d'aptitude préalable à l'embauche** (article [L.326-1](#)), les **visites périodiques** pour certains postes à risques, les **examens de reprise** après une absence prolongée pour raisons de santé (plus de 6 semaines), ainsi que les **examens sporadiques** à la demande du médecin du travail, de l'employeur ou du salarié. Ces examens visent à vérifier l'**aptitude du salarié** à occuper son poste, à **prévenir les risques professionnels** et à protéger la **santé des travailleurs** selon les principes de la médecine du travail préventive au Luxembourg.

Questions fréquentes

Le temps passé en visite médicale obligatoire est-il rémunéré ?

Oui, le temps consacré à l'examen médical obligatoire est considéré comme temps de travail effectif et doit être rémunéré comme tel. Si l'examen a lieu en dehors des heures de travail, il doit donner lieu à rémunération ou compensation.

Que risque un employeur qui ne fait pas passer les examens médicaux obligatoires ?

L'employeur qui occupe un salarié n'ayant pas passé les examens médicaux obligatoires s'expose à des sanctions pénales selon l'article L.327-2 du Code du travail : emprisonnement de 8 jours à 6 mois et/ou amende de 251 à 25.000 euros.

Quels sont les examens médicaux obligatoires au Luxembourg ?

Les examens médicaux obligatoires comprennent la visite d'aptitude préalable à l'embauche, les visites périodiques pour les postes à risques, les examens de reprise après une absence de plus de 6 semaines pour raisons de santé, et les examens sporadiques à la demande du médecin du travail, de l'employeur ou du salarié.

Qui doit payer les examens médicaux obligatoires au Luxembourg ?

L'employeur luxembourgeois doit prendre en charge exclusivement tous les frais des examens médicaux obligatoires, y compris les frais de déplacement du salarié. Aucun coût ne peut être mis à la charge du salarié, directement ou indirectement.

Conditions d'exercice

L'**obligation de soumettre un salarié** à un examen médical s'impose à l'employeur luxembourgeois dans plusieurs situations : **embauche** (obligatoire pour tous les postes), **affectation à un poste à risques** (avant la prise de poste), **reprise après une absence** pour maladie ou accident d'au moins **6 semaines**, ou à la **demande du salarié**, du **médecin du travail** ou de la **délégation du personnel**. L'examen doit être réalisé par le **service de santé au travail compétent** selon le secteur d'activité : **STM** (multisectoriel), **ASTF** (secteur financier), ou le **service d'entreprise/interentreprises** dont dispose l'employeur. L'employeur ne peut en aucun cas se substituer à ces **organismes agréés** ni confier les examens à un médecin de son choix.

Modalités pratiques

La **prise en charge financière** des examens médicaux obligatoires incombe **exclusivement à l'employeur luxembourgeois**. Les **frais sont inclus** dans les **cotisations** versées par l'employeur au service de santé au travail compétent. L'employeur doit organiser l'ensemble des démarches via la **demande patronale** appropriée, y compris les **frais de déplacement éventuels** du salarié. Le **temps consacré à l'examen médical** est considéré comme **temps de travail effectif** et doit être **rémunéré comme tel**. Si l'examen a lieu en dehors des heures de travail, il doit donner lieu à **rémunération ou compensation**. **Aucun coût ne peut être mis à la charge du salarié**, que ce soit directement ou indirectement. L'employeur doit veiller à la **confidentialité des résultats**, qui ne peuvent être communiqués qu'au salarié et, le cas échéant, au **médecin du travail**, à l'exclusion de tout tiers.

Pratiques et recommandations

Il est recommandé aux **responsables RH** d'anticiper les échéances des **visites médicales obligatoires** afin d'éviter toute interruption de l'activité du salarié ou tout manquement aux **obligations légales**. La **convocation à l'examen** doit être remise au salarié avec un **préavis raisonnable**. L'employeur doit conserver la preuve de la réalisation des examens médicaux via les **fiches d'examen médical**, sans toutefois accéder au contenu du dossier médical du salarié (**secret médical**). Pour les entreprises affiliées au **STM**, le service envoie un listing des salariés dont l'**aptitude arrive à échéance**. En cas de **refus du salarié** de se soumettre à l'examen, l'employeur doit solliciter l'avis du médecin du travail et peut prendre des **mesures disciplinaires**, pouvant aller jusqu'à la **suspension du contrat de travail**.

Cadre juridique

La **prise en charge des examens médicaux obligatoires** par l'employeur est prévue par l'article **L.312-1 du Code du travail luxembourgeois** (obligation de sécurité), complété par les articles **L.326-1 et suivants** relatifs aux examens médicaux dans le cadre de la santé au travail. Les modalités d'organisation et de financement sont précisées par le **règlement grand-ducal du 9 juin 2006** relatif à la surveillance de la santé des travailleurs. L'article **L.327-2 du Code du travail** prévoit des sanctions pénales pour l'employeur qui occupe un salarié n'ayant pas passé les examens médicaux obligatoires : **emprisonnement de 8 jours à 6 mois** et/ou **amende de 251 à 25.000 euros**.

La **jurisprudence nationale** confirme l'interdiction de toute facturation au salarié et l'obligation de rémunérer le temps consacré à ces examens.

L'**absence de prise en charge** des examens médicaux obligatoires par l'employeur constitue une **infraction** susceptible d'entraîner des **sanctions administratives et pénales** selon l'article L.327-2, ainsi que la remise en cause de la validité de la relation de travail.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.